

Unité départementale de la Côte-d'Or
DREAL
21 bd Voltaire
21079 Dijon

Dijon, le 17/07/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/05/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SETEO

rue en clairvot
21850 Saint-Apollinaire

Références : 2025-264
Code AIOT : 0005425601

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/05/2025 dans l'établissement SETEO implanté rue en Clairvot 21850 Saint-Apollinaire. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SETEO
- rue en Clairvot 21850 Saint-Apollinaire
- Code AIOT : 0005425601
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société SETEO est autorisée à exploiter des installations de tri, transit, regroupement et

traitement de déchets dangereux ou non sur la commune de SAINT-APOLLINAIRE.

Thèmes de l'inspection :

- IED-MTD

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	MTD Générique – Capacité de stockage	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article I Annexe 3.1 (e)	Demande d'action corrective	2 mois
6	Valeurs limites d'émission des eaux résiduaires	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 3.5 III	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	MTD Générique – Inventaire	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article III Annexe 2	Sans objet
2	MTD Générique – Tri des indésirables	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article I Annexe 3.1 (c)	Sans objet
3	MTD Générique – Zones sensibles	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article I Annexe 3.1 (d)	Sans objet
5	MTD Générique – Consommation et Rejets aqueux	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article VII Annexe 3.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette inspection s'est intéressée aux prescriptions principales de l'arrêté ministériel du 17/12/2019 et de l'arrêté préfectoral du 23/12/2024 en matière d'inventaire et de traitement des flux d'effluents aqueux.

Il ressort de l'inspection que certaines dispositions ne sont pas respectées (stockage maximal d'un an, respect des valeurs limites d'émissions pour les eaux résiduelles et les eaux pluviales).

Considérant la récurrence du non respect des valeurs limites d'émissions pour les eaux résiduelles, il est proposé des suites administratives.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : MTD Générique – Inventaire

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article III Annexe 2
Thème(s) : Risques chroniques, Inventaire des flux d'effluents
Prescription contrôlée : L'exploitant établit et tient à jour, dans le cadre du système de management environnemental, un inventaire des flux d'effluents aqueux [...] , comprenant les informations, proportionnées à la taille de l'installation, aux activités mises en œuvre ainsi qu'à la nature et à la quantité des déchets réceptionnés et traités, suivantes : 1. Des informations sur les caractéristiques des déchets à traiter et sur les procédés de traitement, y compris : a) Des schémas simplifiés des procédés, montrant l'origine des émissions ; b) Des descriptions des techniques intégrées aux procédés et du traitement des effluents aqueux [...] à la source, avec indication de leurs performances ; 2. Des informations sur les caractéristiques des flux d'effluents aqueux, qui comprennent au moins : a) Les valeurs moyennes et la variabilité du débit, du pH, de la température et de la conductivité ; b) Les valeurs moyennes et la variabilité des concentrations et des flux des substances pertinentes (en particulier pour les métaux et les micropolluants) ; [...]
Constats : 1) Les procédés de traitement des déchets sont spécifiés dans le Manuel du management QSE (document interne référence P1I4) qui fait partie du Système de Management Environnemental. Le Système de Management Environnemental permet d'encadrer l'ensemble des aspects de la gestion des activités du site et notamment : - caractérisation et admission des déchets ; - maintenance ; - gestion du bois ; - non-conformités, actions d'amélioration ; - compétences, formation, et sensibilisation. Le document interne référence P22 E mise à jour 24/01/2025 «CARACTÉRISATION ET ADMISSION DES DÉCHETS DANGEREUX - ECOZONE» présente des schémas simplifiés des procédés et mentionne bien les techniques et les procédés du traitement des effluents aqueux.

Le site est certifié ISO 14001 (dernier audit de Dekra confirmant la certification pour la période du 12/01/2023 au 03/01/2026, certificat n° 23-01-022).

2) Les caractéristiques des flux d'effluents aqueux sont connues via l'application des programmes d'auto-surveillance de l'arrêté préfectoral du 23/12/2014 et l'arrêté ministériel du 17/12/2019 (Annexe 3.5). Le site fait des contrôles réguliers de ses rejets aqueux (eaux résiduaires / eaux pluviales / eaux souterraines) tels que préconisés par les arrêtés précités.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de confirmer l'analyse mensuelle de Benzène, Toluène, Éthylbenzène et Xylène (BTEX). Ces analyses ne sont pas suivies sur l'application Gestion Informatisée des Données d'Autosurveillance Fréquente (GIDAF).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : MTD Générique – Tri des indésirables

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article I Annexe 3.1 (c)

Thème(s) : Risques chroniques, Tri des déchets solides entrants

Prescription contrôlée :

Le tri des déchets solides entrants a pour but d'éviter que des matières indésirables atteignent les phases ultérieures de traitement des déchets.

Il peut comprendre :

- le tri manuel sur la base d'un examen visuel ;
- la séparation des métaux ferreux, des métaux non ferreux ou de tous les métaux ;
- [...] ;
- la séparation en fonction de la densité, par exemple par classification aéraulique ou au moyen de cuves de flottation ou de tables vibrantes ;
- la séparation en fonction de la taille, par criblage/tamissage.

Constats :

Le document interne référence P22 E du 06/06/2017 mis à jour le 24/01/2025 «CARACTÉRISATION ET ADMISSION DES DÉCHETS DANGEREUX - ECOZONE» présente les étapes à respecter lors des réceptions et les étapes de tri (logigramme de la page 13). Les objectifs du tri de déchets sont les suivants : caractériser les produits, vérifier l'adéquation avec les Certificats d'Acceptation Préalable / Bordereaux de Suivi des Déchets (CAP/BSD), définir la filière de traitement donc la zone d'entreposage.

Selon le document interne référence P22 E, le contrôle comprend l'identification, le tri et l'entreposage des déchets en fonction de leur compatibilité, l'étiquetage et l'assurance de la traçabilité, ainsi que la remontée des anomalies éventuelles.

Pour les déchets dangereux conditionnés, un tri manuel est fait par les opérateurs afin de les entreposer dans des alvéoles particulières et définies suivant la famille de déchet et leur compatibilité (inflammable, explosif, comburant,...).

En cas de doute sur la réception de déchets conditionnés, l'opérateur peut demander l'intervention d'un chimiste pour identification, prise d'échantillon et analyse (comme pH, DCO, Extrait sec, chlorures, fluorures - page 11). Une zone de quarantaine est prévue à cet effet.

Concernant la séparation des métaux ferreux, des métaux non ferreux ou de tous les métaux, elle est effectivement réalisée sur le site.

Les techniques de tamisage et séparation en fonction de la densité sont utilisées pour le tri du bois.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : MTD Générique – Zones sensibles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article I Annexe 3.1 (d)

Thème(s) : Risques chroniques, Optimisation des lieux de stockage

Prescription contrôlée :

Les nouvelles unités déterminent les lieux de stockage de déchets selon les conditions suivantes :

- lieu de stockage aussi éloigné qu'il est techniquement et économiquement possible des zones sensibles, des cours d'eau, etc. ;
- lieu de stockage choisi de façon à éviter le plus possible les opérations inutiles de manutention des déchets au sein de l'unité.

Constats :

Concernant les cours d'eau, le ruisseau le plus proche du site est le "Ru de Pouilly". Il se trouve à une distance de 500-600 mètres du site.

ECOZONE est implanté dans une zone industrielle, éloignée de zones sensibles. Les premières habitations se trouvaient au moment de l'installation du site à une distance de 700 m.

Le site est en fonctionnement depuis 2014.

Depuis la parution de l'arrêté ministériel de 2019, les nouvelles unités du site sont :

- une structure demi-ouverte composée de deux alvéoles de stockage (bâtiment 6),
- un hangar en cours de finalisation (bâtiment 9), destiné au broyage des encombrants.

Lors de la visite effectuée avec l'exploitant autour du site, il a été constaté dans le voisinage

<p>immédiat du site et notamment du bâtiment 9, la présence :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'une rangée de bâtiments (très probablement d'habitations) qui a été construite ; - d'un campement de gens du voyage, installés avec des caravanes et des mobil-homes. <p>Observation 1 L'évolution du voisinage du site doit conduire à l'exploitant à bien s'assurer du respect en permanence des dispositions relatives à la prévention et à la lutte contre un incendie, notamment dans le secteur du bâtiment 9. Ces moyens de prévention et de lutte contre un incendie doivent être pleinement opérationnels avant la mise en service effective du bâtiment.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
--

N° 4 : MTD Générique – Capacité de stockage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article I Annexe 3.1 (e)
Thème(s) : Risques chroniques, Capacité de stockage appropriée
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Des mesures sont prises afin d'éviter l'accumulation des déchets, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la capacité maximale de stockage de déchets est clairement précisée et est respectée, compte tenu des caractéristiques des déchets (eu égard au risque d'incendie, notamment) et de la capacité de traitement ; - la quantité de déchets stockée est régulièrement contrôlée et comparée à la capacité de stockage maximale autorisée ; - le temps de séjour maximal des déchets est clairement précisé.
<p>Constats :</p> <p>Le logiciel de suivi de l'exploitant permet de connaître la quantité de déchet totale présente sur le site, la date de réception et son emplacement. Ce logiciel sert également d'état des stocks</p> <p>Un état des stocks est effectué quotidiennement pour la majorité des déchets, sauf du bois, des métaux ferreux, des métaux non ferreux et les encombrants . Par sondage, il a été vérifié la présence de solvant non chloré répertorié dans le logiciel de suivi dans le bâtiment 2.</p> <p>Un état des stocks est effectué mensuellement pour les stockages de bois, des métaux ferreux, des métaux non ferreux et les encombrants. Néanmoins, l'exploitant est capable d'évaluer la quantité de déchets non dangereux sur le site via les repères visuels sur les tas visibles via les caméras de surveillance. À l'aide du logiciel de suivi, l'exploitant peut affiner et préciser cette quantité estimée visuellement en quelques minutes grâce à une comparaison rapide entre entrées et sorties des déchets.</p>

Non-conformité 1
Par sondage, il a été vu via le logiciel de suivi que certaines bouteilles de gaz vides sont entreposées depuis le 20/09/2023.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit respecter un temps maximum d'entreposage d'un an sur le site pour les déchets qui sont destinés à être éliminés ou trois ans s'ils sont destinés à être valorisés. Ces délais résultent de l'application de la directive n°1999/31/CE relative aux décharges, transposée en droit national par l'arrêté ministériel du 15 février 2016 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux (article 2). Si les durées d'entreposage sont supérieures, les installations relèvent d'un classement en installations de stockage de déchets sous la rubrique 2760.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : MTD Générique – Consommation et Rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article VII Annexe 3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Techniques d'optimisation consommation eau et réduction rejets eaux
Prescription contrôlée : L'exploitant applique une combinaison appropriée des techniques suivantes : <ul style="list-style-type: none"> a) Optimisation de la consommation d'eau b) Conception et maintenance permettant la détection et la réparation des fuites c) Séparation des flux d'eaux d) Remise en circulation de l'eau e) Surface imperméable f) Réduction de la probabilité et des conséquences de débordements et de fuites des cuves et conteneurs g) Couverture des zones de stockage et de traitement des déchets - [...] ; - [...].
Constats : a) L'exploitant a mis en place des mesures permettant d'optimiser la consommation d'eau et notamment : <ul style="list-style-type: none"> - l'utilisation dans le processus de l'eau de pluie, récupérée et stockée dans 2 cuves de 60 m³ (environ 370 m³ d'eau récupérés en 2024) ; - la réutilisation de l'eau provenant de la chaîne de traitement dans le procédé de floculation (environ 350 m³ d'eau réutilisés en 2024) ; b) Concernant l'eau de procédés, la détection de fuite est améliorée grâce aux systèmes de traitement qui sont aériens (tuyauterie, réacteurs, filtres), donc visibles. En cas de besoin (risque

de gel), ils sont tracés et calorifugés. Concernant l'eau du réseau, afin de détecter des fuites potentielles, l'exploitant a mis en place avec son fournisseur Odivia le système d'alerte en cas de surconsommation. De plus, suite à l'inspection du 26/09/2024, une campagne d'affichage d'économie d'eau sur les deux sites a été réalisée.

c) Les flux aqueux sont séparés sur le site. Les eaux de ruissellement des toitures, les eaux de ruissellement des voiries, les effluents aqueux sanitaires et les effluents aqueux résiduels sont collectés et traités séparément en fonction des polluants qu'ils contiennent. Suite à l'inspection réactive (post-pollution) de cette année, il a été constaté que l'exploitant distingue :

- les eaux de process qui sont les eaux issues de son processus de traitement qui rejoignent après traitement le réseau d'assainissement et la STEP de Dijon/Longvic ;
- les eaux pluviales de toiture qui rejoignent le bassin de rétention des eaux pluviales enterré (deux cuves de rétention enterrées) ;
- les eaux pluviales de voiries qui passent dans un débourbeur déshuileur puis rejoignent le bassin de rétention des eaux pluviales enterré ;
- les eaux pluviales qui percolent dans les tas de déchets sont considérées comme des eaux susceptibles d'être polluées et transitent, pour certaines dans un débourbeur, avant de rejoindre le bassin de rétention des eaux pluviales enterré ;
- toutes les eaux du bassin de rétention enterré transitent par un séparateur à hydrocarbures avant rejet au milieu naturel via le réseau d'eaux pluviales.

Afin d'améliorer le traitement des eaux sur le site, l'exploitant a proposé suite à l'inspection précitée, une solution pour traiter les différentes eaux de ruissellement qui sont susceptibles d'être souillées, selon les polluants en présence, et de préciser quel rejet il envisage. En effet, un filtre à charbon supplémentaire a été installé en amont des séparateurs sur le réseau pour traiter les eaux pluviales percolant dans les déchets.

Observation 2 :

Il est tout de même à noter que l'ajout récent de filtres à charbon pour le point de rejet n°1 (eaux pluviales) peut constituer un obstacle dans la circulation des véhicules sur le site au regard de leur emplacement. L'exploitant vérifiera que la localisation de cet équipement n'est pas accidentogène (y compris en période de faible visibilité) et qu'elle n'a pas d'impact sur la circulation des engins des pompiers au sein du site. L'exploitant veillera notamment à la signalisation de cet équipement et aussi à sa protection contre les collisions éventuelles avec les camions.

d) L'exutoire de chacun des dispositifs de traitement des effluents liquides en exploitation sur le site (évapo-incinérateur d'une part, station physico-chimique d'autre part) est raccordé à une même cuve de 60 m³. L'eau ainsi récupérée est utilisée soit comme mentionné dans le point a) pour la floculation, soit pour des opérations de nettoyage. L'exploitant a installé un compteur d'eau afin de quantifier l'eau ainsi récupérée.

e) Les zones de traitement des déchets sont imperméabilisées. Dans le bâtiment 2, les déchets dangereux liquides sont sur rétentions. En plus, selon l'exploitant, le sol du bâtiment est en pente et génère une rétention de 70 m³. De même dans le bâtiment 3, qui dispose également d'une rétention d'environ 70 m³. Le bâtiment 6 est équipé d'une rétention adjacente de 10 m³ avec la détection de niveau.

f) Les cuves de stockage des eaux souillées sont implantées sur des rétentions. Il s'agit de rétentions étanches en béton. L'aire de dépotage/empotage des cuves est située le long des cuves sur rétention. L'ensemble des cuves est relié à un automate et un asservissement composé de deux niveaux :

- niveau haut ;
- niveau très haut.

Lors du déclenchement d'un niveau haut d'une des cuves, ceci engendre l'arrêt des pompes de remplissage. Si le niveau très haut se déclenche, il y a un arrêt des pompes et aucun remplissage n'est possible.

g) Les zones de traitement et stockage des déchets dangereux sont bien couvertes (bâtiments 2, 3 et 6). Ce n'est pas le cas pour le broyage des déchets non dangereux.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Valeurs limites d'émission des eaux résiduaires

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 3.5 III

Thème(s) : Risques chroniques, Effluents aqueux

Prescription contrôlée :

Le site est soumis simultanément à deux arrêtés réglementaires : l'Arrêté Ministériel (AM) du 17/12/2019 et l'Arrêté Préfectoral d'Autorisation (APA) du 23/12/2014. En ce qui concerne les valeurs limites d'émissions (VLE), les valeurs les plus strictes entre ces deux arrêtés sont applicables à l'exploitant (pour les VLE de l'arrêté ministériel, le taux d'abattement de la station d'épuration urbaine est à prendre en compte pour les macropolluants).

AM de 2019 article Annexe 3.5 III

Effluents aqueux : Que les effluents soient rejetés au milieu naturel ou dans un réseau de raccordement à une station d'épuration collective, les rejets d'eaux résiduaire respectent les valeurs limites et sont surveillés aux fréquences suivantes :

Paramètre	Valeur limite (1)	Fréquence de surveillance (2)
Demande chimique en oxygène (DCO) (5)	300 mg/L (6) (7) (13) (19)	Journalière (3)
Carbone organique total (COT) (5)	100 mg/L (6) (7) (19)	Journalière (3)
Matières en suspension totales (MEST)	60 mg/L (12) (19)	Journalière (3)
Azote total (N total)	60 mg/L (8) (9) (10) (19)	Journalière (3)
Phosphore total (P total)	3 mg/L (7) (19)	Journalière (3)
Indice phénol	0,3 mg/L (19)	Journalière (3)
Indice hydrocarbure	10 mg/L	Journalière (11)
Arsenic (As), cadmium (Cd), chrome (Cr), cuivre (Cu), nickel (Ni), plomb (Pb), zinc (Zn) (4)	As : 0,1 mg/L Cd : 0,1 mg/L Cr : 0,3 mg/L (14) Cu : 0,5 mg/L (15) Pb : 0,3 mg/L (16) Ni : 1 mg/L (17) Zn : 2 mg/L	Journalière (11)
Chrome hexavalent (Cr(VI)) (4)	0,1 mg/L (18)	Journalière (11)
Mercure (Hg) (4)	10 µg/L	Journalière (11)
Composés organiques adsorbables (AOX) (4)	1 mg/L	Journalière (11)
Cyanure libre (CN-) (4)	0,1 mg/L	Journalière (11)
Benzène, toluène, éthylbenzène, xylène (BTEX) (4)	/	Mensuelle (11)
Manganèse (Mn) (4)	/	Journalière (11)

Le site réalise des contrôles réguliers de ses rejets aqueux (eaux résiduaire/eaux pluviales/eaux souterraines).

Arrêté préfectoral de 2014 Article 4.4.9

Valeurs limites d'émission des eaux résiduaires avant rejet dans une station d'épuration collective

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies :

Référence du rejet vers le milieu récepteur : N °3 (Cf. repérage du rejet au paragraphe 4.4.5.)

Paramètres		
Débit de référence (maximal journalier)	100 m ³ /j	
pH	Compris en 5,5 et 8,5	
T°	< 30°C	
	VLE ¹ (mg/l)	Flux maximal (kg/j)
DCO	2000	100
DBO ₅	800	40
MEST	600	30
Rapport DCO/DBO ₅	< 3	
Azote total	150	7,5
Phosphore total	50	2,5
Cadmium	0,2	0,01
Chrome	0,5	0,025

Chrome hexavalent	0,1	0,005
Cuivre	0,5	0,025
Nickel	0,5	0,025
Plomb	0,5	0,025
Zinc	2	0,1
Mercure	0,05	0,0025
Arsenic	0,1	0,005
Manganèse	1	0,1
Fer + Aluminium	5	0,5
Fluorures	15	1,5
Étain	2	0,2
Métaux totaux ²	15	0,75
AOX	5	0,25
HCT	10	0,5
Indice Phénol	0,3	0,015

Cyanure	0,1	0,005
---------	-----	-------

Constats :

Non-conformité 2

L'inspection a vérifié, par sondage, les analyses des 3 paramètres:

- Demande Chimique en Oxygène (DCO);
- Fer+ aluminium (Fe+Al);
- Indice phénol,

réalisées quotidiennement de septembre 2024 au mois de mars 2025 pour les eaux résiduaires.

L'analyse des données conduit à la conclusion suivante :

Les VLE de ces trois paramètres ne sont pas respectées :

- Indice phénol : les analyses journalières montrent que la VLE (0,3 mg/L) a été dépassée 72 fois, dont plus de la moitié des résultats sont supérieures au double de la limite imposée, sur un total de 111 analyses considérées;

- DCO : les analyses journalières indiquent que la VLE (2000 mg/L) a été dépassée 14 fois sur 111 analyses considérées;

- Fer + Aluminium (Fe + Al) : les analyses journalières révèlent 52 dépassements de la VLE (5 mg/L), dont plus de la moitié des résultats est supérieure au double de cette limite, sur 111 analyses considérées .

En application de l'article 9.3.1 de l'arrêté préfectoral du 23 décembre 2014, l'exploitant aurait dû prendre les actions correctives appropriées suite à ces écarts par rapport au respect des valeurs réglementaires relatives aux émissions de ses installations.

Considérant la récurrence du non-respect des valeurs limites d'émissions pour les eaux résiduelles, il est proposé des suites administratives.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 2 mois